

REVUE DE PRESSE S05

www.sada.co

Du 28.01 au 03.02.2013

Page 2 : Résultats Tereos 2011/12 : une diversification des métiers qui paye !

Page 4 : Le groupe agro-industriel Tereos veut fortement réduire ses coûts énergétiques en France

Page 5 : Sucrerie de Bourdon : Des bilans et des médailles à la sucrerie

Page 6 : La campagne betteravière 2012-2013 affiche un rendement en baisse

Page 8 : Le sucre de betterave, fruit d'une volonté politique de Napoléon

Page 10 : La campagne sucrière 2013 de Guadeloupe est lancée

Page 11 : Belgique – Ancienne sucrerie d'Ath: un « oui » et quelques réserves

Page 13 : Australie/charbon: production perturbée

Résultats Tereos 2011/12 : une diversification des métiers qui paye !

(Publié le 31.01.2013 – www.horizons-npdc.fr)

Alors que pour la première fois de son histoire, Tereos a franchi la barre symbolique des 5 milliards d'euros de chiffre d'affaires, le groupe entend profiter de ce tremplin pour renforcer sa compétitivité.



Toutes activités confondues, Tereos a commercialisé 2,3 millions de tonnes de sucre en Europe en 2011/12.

Et si la dernière campagne betteravière s'est révélée plus difficile que les précédentes du fait de conditions météorologiques exécrables, « c'est le prix à payer quand on passe de campagnes industrielles de 80 jours à des campagnes de 120 jours », souligne Yves Belegaud, directeur de Tereos France qui rappelle que « cet allongement des campagnes figurait parmi les objectifs que nous nous étions fixés à l'époque de la restructuration ». Une restructuration qui, depuis, s'est accompagnée d'une forte diversification des métiers du groupe coopératif permettant du même coup « une hausse de la productivité », se félicite le président du Comité exécutif du groupe Tereos Alexis Duval.

L'année des records

Un chiffre d'affaires qui progresse de 14 % sur l'exercice 2011/12 pour atteindre plus de 5 milliards d'euros, un résultat net de 313 millions d'euros (ME) en progression de 32 %, un volume de complément de prix et de dividendes de 110 ME versé aux associés-coopérateurs (contre 74 ME au cours de l'exercice précédent), un niveau d'endettement en baisse... Les résultats qui viennent d'être présentés à la presse par le groupe Tereos vont faire des envieux dans le monde industriel. « De bonnes performances » qu'Alexis Duval, le nouveau patron du groupe Tereos, attribue à plusieurs facteurs : les rendements record de 2011, des cours du sucre soutenus, ceci sans oublier l'importante restructuration industrielle qui a été opérée au sein du groupe à l'issue de la réforme de 2006 et la conduite, depuis une vingtaine d'années, d'une stratégie d'internationalisation qui a permis à l'entreprise de devenir le 4e groupe sucrier mondial et le 3e producteur de sucre brésilien et européen. Aussi, les dirigeants entendent-ils profiter de cette dynamique pour poursuivre leur politique d'investissement et ainsi renforcer la compétitivité et les positions du groupe à l'échelon européen et international.

Muscler la compétitivité

En 2011/12, les investissements ont porté en particulier sur la recherche d'accroissement de la compétitivité des outils industriels. Alors que le programme de réduction des coûts d'énergie doit permettre de « diminuer de 15 % la consommation dans un horizon de 4 ans », ainsi que l'a confirmé Alexis Duval, des efforts sont également conduits au Brésil avec l'inauguration d'une première tranche d'investissements de cogénération (production d'électricité et de chaleur à partir de la bagasse).

La diversification des métiers se poursuit avec, l'an dernier, l'inauguration d'une unité d'extraction de bêtaïne en partenariat avec Dupont à Origny Sainte-Benoîte, l'acquisition d'Haussimont spécialisée dans la production d'amidon de pomme de terre ou encore le démarrage en douceur de l'unité de production de gluten à Lillebonne.

La recherche de croissance passe par un développement des activités de Tereos à l'international. Là encore, le groupe a beaucoup investi l'an dernier avec l'acquisition d'une distillerie en République tchèque, le démarrage de la construction d'une amidonnerie de maïs au Brésil et de la première amidonnerie de blé en Chine en partenariat avec Wilmar, 1er groupe agroalimentaire asiatique, la plantation et replantation de 60 000 ha de canne à sucre au Brésil et le rachat d'un site sucrier en Roumanie qui transforme plus d'un tiers des quotas betteraves du pays.

Des investissements qui doivent permettre au groupe de s'imposer sur un marché du sucre en pleine croissance - de l'ordre de 2 %/an à l'échelle mondiale – 80 % du sucre produit sur la planète étant issu de la canne (à lui seul, le Brésil assure 50 % des exportations mondiales de sucre). Mais aussi de profiter des opportunités offertes par le marché des produits amyliacés destinés à des applications alimentaires ou industrielles dont la croissance de 10 à 15 %/an est tirée essentiellement par la Chine et le Brésil.

À moyen terme, les dirigeants de Tereos souhaitent poursuivre les efforts engagés sur les chemins de la compétitivité. Celle-ci passe notamment par l'amélioration des rendements betteraves attendue avec le programme Aker et une montée en puissance de l'automatisation des usines au Brésil où les salaires ont évolué de 10 %/an ces dix dernières années.

Écrit par Philippe DUBOELLE.

**LIRE L'INTÉGRALITÉ DU COMMUNIQUÉ DE TEREOS SUR WWW.SADA.CO
(24.01.2013)**

Le groupe agro-industriel Tereos veut fortement réduire ses coûts énergétiques en France

(Publié le 25.01.2013 – www.agefi.fr)

La hausse des cours du sucre a largement contribué à la progression de 32% du bénéfice net du groupe coopératif sur l'exercice 2011-2012.

Tereos a su tirer parti l'an dernier de la forte hausse des cours du sucre dont il est le troisième producteur européen. Le groupe coopératif, qui a enregistré des rendements records dans la betterave sur son exercice clos le 30 septembre 2012, a ainsi vu son chiffre d'affaires et son bénéfice net progresser de respectivement 14% à 5 milliards d'euros et 32% à 313 millions.

Cette évolution favorable s'est accompagnée d'une présence renforcée en Europe de l'est (Roumanie, République tchèque), au Brésil (sucre de canne), sans oublier une diversification accrue de son portefeuille de produits issus des céréales (amidon, gluten, biocarburants...).

En partenariat avec Wilmar, groupe alimentaire leader en Asie, une amidonnerie dans le Sud-Est de la Chine devrait être mise en service au premier semestre 2014. Préconisant à l'horizon 2015 une reconduction du régime sucrier européen mis en place en 2006, le groupe agro-industriel a l'intention de renforcer sa compétitivité betteravière en France «en investissant massivement dans les économies d'énergie». Les investissements industriels du groupe ont déjà fortement progressé durant l'exercice écoulé (+38,6% à 664 millions), ce qui n'a pas compromis la baisse de son ratio d'endettement (voir graphique). Noté BB+ par S&P et Ba2 par Moody's, avec perspective stable, Tereos dispose d'une liquidité totale supérieure à 1 milliard d'euros (367 millions de cash plus une ligne de crédit non tirée de 691 millions).

L'année 2014 constitue sa principale échéance en termes de refinancement, avec une tombée obligatoire de 500 millions d'euros (coupon de 6,375%) et l'expiration d'un crédit syndiqué de 550 millions. Ces deux échéances représentent près de 45% d'une dette financière brute qui s'élève à 2,36 milliards.

Écrit par Yves-Marc LE REOUR.

Sucrierie de Bourdon : Des bilans et des médailles à la sucrierie

(Publié le 27.01.2013 – www.lamontagne.fr)

Invités par Jean-Michel Aune, directeur de Cristal Union\Établissement de Bourdon, les salariés de la Sucrierie de Bourdon ont assisté dernièrement à une réunion générale d'information, en présence de Didier Laville, maire d'Aulnat. Dans la foulée des résultats de la campagne passée, les différents responsables de la sucrierie ont détaillé les projets 2013. Cette réunion s'est clôturée avec la remise des médailles du travail. Médaille d'argent (20 ans), Garcia Vicente. Médaille Vermeil (30 ans), Maria Pereira. Médaille Or (35 ans), Franco Castellarin, Pascal Malaquin.

La campagne betteravière 2012-2013 affiche un rendement en baisse

(Publié le 28.01.2013 – www.wk-transport-logistique.fr)

La météo pluvieuse a allongé la campagne betteravière 2012-2013 et le rendement est inférieur à la moyenne de ces cinq dernières années. Cependant les progrès d'organisation font l'unanimité chez les transporteurs et les sucriers.



Le déterrage avant chargement a fait diminuer la part de terre qui entoure la betterave. © CGB

Une campagne difficile. De l'avis général, cette récolte 2012-2013 aura été laborieuse. La raison ? La pluie persistante. Le taux de pluviométrie a été particulièrement élevé en fin d'année 2012.

Les zones du littoral du Nord Pas-de-Calais en ont particulièrement souffert. Alors qu'habituellement, la campagne betteravière commence mi-septembre pour s'achever vers le 20 novembre dans le Nord, des parcelles restent à arracher fin janvier 2013.

De longues attentes pour les transporteurs

Jacky Lecanu, dirigeant des transports éponymes et président de la FNTR Haute-Normandie, chargé de la commission "grande benne", pose un constat similaire dans sa zone : "La pluie incessante nuit à la rentabilité des transporteurs car elle entraîne de longs temps d'attente. Comme les agriculteurs ne peuvent pas faire l'arrachage dans les champs, nous manquons de betteraves. Cela rallonge d'autant la campagne car il faut assurer le tonnage. Les sucreries ont ralenti faute d'alimentation suffisante."

Certaines usines qui écrasaient 15 000 ou 20 000 t/jour sont tombées à 6 000 ou 7 000 t/jour, totalement en sous-régime. A Etrépagny (Eure), le site a tourné jusqu'au 10 janvier 2013. Alain Jeanroy, directeur général de la CGB (Confédération Générale des Planteurs de Betteraves), en signale une autre dans le Nord qui tournera probablement jusqu'au 25 janvier. "C'est un fait exceptionnel car d'habitude, elle s'arrête début janvier. De mémoire, on n'a jamais vu un tel décalage depuis les années 70 !", souligne-t-il.

Un bilan national satisfaisant

Malgré des régions "sous l'eau", le résultat des récoltes nationales reste très satisfaisant. Revue de presse S05 : www.sada.co

Au total, la production de betteraves s'élève à 33 millions de tonnes pour cette campagne 2012-2013 contre 38 millions durant la précédente. Le rendement s'établit à 86 t/ha, inférieur de 3 t/ha à la moyenne de ces cinq dernières années, mais le chiffre était prévisible par rapport aux semis du printemps. Dans la chaîne qui lie les transporteurs au sucrier, un autre détail importe : la part de tare-terre...

Écrit par Carine SAI.

Le sucre de betterave, fruit d'une volonté politique de Napoléon

(Publié le 28.01.2013 – www.lavoixdunord.fr)

Sucrer son café, ce geste, pour la plupart d'entre nous, est totalement naturel. Mais d'où vient ce sucre blanc ? De la raffinerie, certes, mais surtout de la betterave, que les paysans du début du XIXe siècle ont été contraints de cultiver.



Trois rats de bibliothèque ont mis leur grain de sel dans l'histoire de la betterave à sucre à Aire-sur-la-Lys.

En fouillant les archives de la bibliothèque, avec Véronique Goblet qui veille sur ces trésors, Jean Fournier et Gérard Aubert, grands connaisseurs de l'histoire locale, ont découvert une correspondance sur l'implantation de la betterave sucrière dans notre région. « Pour comprendre, explique Jean Fournier, ex-prof d'histoire-géo, il faut revenir au contexte de l'époque. En 1802, le traité d'Amiens met fin au conflit contre les Anglais. Cette signature permet aux Français de conserver l'actuelle Belgique et le port d'Anvers, de recevoir les marchandises du Canada mais surtout des Antilles, pourvoyeuses de canne à sucre. » Mais, entre les deux meilleurs ennemis, la guerre va reprendre. La flotte tricolore est détruite par Nelson à Trafalgar, les Anglais, maîtres des mers, reprennent les Antilles. Napoléon Ier décrète le blocus continental. Une situation qui prive les Anglais des ports français mais la France de denrées essentielles à son économie. Elle encourage alors la chicorée, pour remplacer le café, la garance et le pastel pour les teintures, et la betterave, destinée à fournir le sucre. « Il existe déjà, précise Gérard Aubert, mais il est de mauvaise qualité, pas assez concentré, et sa production ne couvre qu'une toute petite partie des besoins. Le machinisme est en plein essor, les chimistes sont prêts à apporter leur savoir, mais il manque l'essentiel, la matière première. » Le pouvoir incite alors à la culture de la betterave, prévoit une carotte, des médailles pour les cultivateurs suivant la préconisation. Mais il faut « de la betterave blanche de Prusse », précise un document daté du 3 février 1812 ou, à défaut, la champêtre d'Allemagne, variétés idéales, à chair blanche.

C. Dubois, sous-préfet de Saint-Omer, informe Louis-François Jolly de la Vieville, alors maire d'Aire, du plan impérial. Le 25 mars 1812, il indique : « 100 000 hectares devront être ensemencés à travers l'Empire, 350 sont réservés à l'arrondissement de Saint-Omer dont 11 ha, 29 a et 61 ca pour la ville, au conseil municipal d'en faire la répartition. » Les graines sont prêtes, les cultivateurs sont assurés que le produit de leur récolte sera traité par deux fabriques qui vont s'établir à Saint-Omer.

Mais la paysannerie airoise fait la sourde oreille, craignant des retombées incertaines et préférant les céréales qui permettent aussi de fournir le pain et d'éviter les famines. L'administration hausse alors le ton et instaure la contrainte. Le 6 juin 1812, la garde nationale est mise à disposition, placée chez les récalcitrants, jusqu'à exécution des semis. Ils devront régler les frais de garnison, deux francs pour un homme à pied, un de plus s'il est monté.

Le décret impérial ne peut souffrir d'être ignoré. Une volonté politique qui sera vite respectée, les graines étant disponibles et surtout, le coût et l'attitude de ces garnissaires très dissuasifs.

Au fil des guerres et des alliances, le sucre de canne est revenu. Mais la betterave a pris racine dans la terre nordiste. « Sans doute, les cultivateurs y ont trouvé leur compte. Cette culture, en plus de fournir un revenu complémentaire, fut aussi un progrès pour amender la qualité des sols. »

La campagne sucrière 2013 de Guadeloupe est lancée

(Publié le 24.01.2013 – www.ordesiles.com)

Dans le cadre des Négociations Annuelles Obligatoires de la canne, Usiniers et ouvriers se sont revus hier au CTCS de Providence (aux Abymes, Guadeloupe) pour finaliser l'accord de principe qui a validé 12 des 13 points de la plateforme de revendications de l'intersyndicale UGTG-CGTG. Il ne subsiste qu'un léger désaccord, sur la prime de transport. Ce point devrait trouver une issue favorable dans les prochains jours. La campagne sucrière Guadeloupéenne 2013 débute aujourd'hui. Espérons que les cannes soient d'excellente qualité, pour un rhum d'exception.

**ÉCOUTER LE REPORTAGE AUDIO DE FRANCE INFO SUR WWW.SADA.CO
(03.02.2013)**

Belgique – Ancienne sucrerie d’Ath: un « oui » et quelques réserves

(Publié le 28.01.2013 – www.lavenir.net)

ATH - Le groupe Atenor a donc un projet ambitieux pour rénover le site de l’ancienne sucrerie. «Oui, mais...» dit l’opposition.



La friche de l’ancienne sucrerie doit se transformer en nouveau quartier, avec notamment une crèche. (© Atenor)

Fin août 2012, le Conseil communal d’Ath a marqué son accord pour céder au groupe Atenor le site de l’ancienne sucrerie (presque 2 ha), avec un bâtiment industriel qui a déjà été rénové. Vendredi, une autre étape formelle a été franchie : le Conseil a notamment défini un périmètre de revitalisation urbaine. L’objectif est d’obtenir des subventions (plus d’un million €) dans la proportion de 1 € pour 2 € investis par le privé. «Cette subvention permettra à la Ville d’établir la liaison en mobilité douce avec le centre-ville par une passerelle sur le canal, une partie des voiries intérieures, l’aménagement du Quai de l’Entrepôt et de la rue de la Sucrerie» explique le Collège dans sa note de motivation.

Le projet d’Atenor prévoit la construction de logements (environ 200), mais aussi l’aménagement d’une crèche (dans l’ancienne candiserie, et c’est la première étape du projet) et peut-être d’une maison de repos (ce serait la dernière étape, à condition d’obtenir la licence ad hoc).

«La taille du projet permet de réaliser un nouveau quartier de ville exemplaire» explique Atenor sur son site web. «Le concept développé repose sur l’idée que l’habitat groupé ne doit pas être subi mais plutôt choisi, dans la mesure où il présente des avantages, certes financiers mais également sociétaux, appréciables pour les habitants. Vivre dans ce nouveau quartier sera un choix.»

«Dans cet esprit, Atenor Group a volontairement choisi de créer un concept de vie pour les habitants du futur quartier de la Sucrerie, en prévoyant une mixité dans la typologie des logements, une mixité générationnelle et des espaces communs de qualité à partager.»

Mobilité et (dé)pollution

Du côté de l'opposition, il n'y a pas d'hostilité complète, mais surtout une méfiance, surtout dans le chef de Forum.

«Quand on lit la «plaquette» à la base de toute votre réflexion, le futur quartier de la Sucrerie va vraiment devenir le Paradis Atois» lance Laurence Nasdrovisky (Forum). «C'est vert, c'est aéré, c'est écologique, c'est idyllique... Mais il faut rappeler que ce ne sont que des projets. Pour l'instant, excepté l'achat du terrain par la société Atenor, il n'y a rien de fait. La prochaine étape sera l'obtention des permis d'urbanisme et des permis uniques pour les différentes phases. Je tiens encore à rappeler ici mes inquiétudes quant à l'état de pollution des sols et la localisation des terrains en zone industrielle au plan de secteur.»

La conseillère pointe aussi la problématique de la mobilité et s'interroge sur la faisabilité de la nouvelle piscine (présente dans les projections générales pour le site).

«Mais ce n'est encore que la première phase d'un projet» précise le bourgmestre qui accepte assez mal la réserve de l'opposition. «Le permis de bâtir, ce sera pour plus tard.» Marc Duvivier dénonce en substance ce qui serait la «tentation de l'immobilisme». «On n'a rien sans rien! L'argent n'est quand même pas jeté dans la Dendre et le canal!» s'exclame-t-il en pointant une série d'exemples.

Quant à la piscine, Marc Duvivier rappelle le contexte global difficile, à commencer au niveau régional : la Ville attend toujours une signature en dessous du document officiel entérinant le projet de rénovation du «bassin» de la rue de Gand.

Ronny Balcaen (Écolo) est moins critique que sa collègue de Forum. Mais il demande de la vigilance.

«Pour Écolo, il y a quelques questions essentielles : au départ de cette belle esquisse pour rénover le site, va-t-on passer à un projet ambitieux sur le plan de la mixité sociale, des économies d'énergie, de la mobilité, de l'intergénérationnalité, dans la manière aussi d'associer des associations sensibles au développement durable...» L'idée du parlementaire de créer un comité d'accompagnement pour mettre en œuvre le projet «de la manière la plus sereine possible» est acceptée par la majorité.

Écrit par Francis HOSTRAETE.

Australie/charbon: production perturbée

(Publié le 29.01.2013 – www.lefigaro.fr)

Les inondations touchant l'Etat australien du Queensland (nord-est), première région au monde pour l'extraction du charbon à coke, sont sans commune mesure avec celles de 2011 mais elles perturbent la production du sino-australien Yancoal et du suisse Xstrata. Yancoal Australia affirme que la production de charbon dans une mine à ciel ouvert a été suspendue pour au moins trois semaines après l'affaissement d'une paroi sous la pression des eaux. Un autre site devrait redémarrer dans la semaine.

Yancoal Australia est né de la fusion de l'australien Gloucester et de Yancoal, filiale du chinois Yanzhou, Xstrata Coal est de son côté confronté à ses difficultés de transport par rail depuis ses mines du Bowen Basin vers les ports. Ces inondations spectaculaires ont fait quatre morts et forcé l'évacuation de milliers de personnes. La ville de Brisbane a été largement épargnée mais, selon la banque américaine JPMorgan Chase, les dégâts pourraient coûter à l'Australie 0,3 point de croissance du Produit intérieur brut (PIB).

"Ca n'est tout de même pas aussi dramatique qu'il y a deux ans", a nuancé Stephen Walters, économiste en chef de JPMorgan Australie, cité par l'agence Dow Jones. Les inondations de 2011 dans le Queensland avaient fait 35 morts et provoqué 6 milliards de dollars australiens (4,6 milliards d'euros) de dégâts, l'équivalent d'un point de croissance. Les 56 mines de charbon de l'Etat avaient mis des mois à se relever. "Il est bien trop tôt pour évoquer les conséquences financières" des dernières intempéries, a réagi mardi le ministre australien des Finances, Wayne Swan.

Ces inondations saisonnières surviennent à un moment délicat pour le secteur minier australien qui se heurte à l'érosion des cours, la hausse des coûts d'exploitation, l'atonie de la conjoncture internationale et le ralentissement de l'activité en Chine, première consommatrice mondiale d'énergie et principal partenaire commercial de l'Australie. Les experts estiment que l'Australie devrait connaître dans les prochains mois le pic des investissements miniers.